



Commission Administrative Académique du 5 septembre 2014

La CAA du SNES-FSU Guadeloupe se félicite de l'arrivée d'une femme à la tête du ministère de l'Éducation Nationale, une première depuis un siècle et demi que cette institution existe. Cependant, la CAA du SNES-FSU Guadeloupe s'interroge sur les changements et la refondation voulus par ce gouvernement. C'est la troisième rentrée de l'ère Hollande, et la troisième ministre qui se présente pour appliquer une réforme dont nous tardons à voir les effets sur le terrain. Les créations de postes d'enseignants au niveau national n'ont aucun effet dans notre académie, l'amélioration des conditions de travail n'est toujours pas de rigueur en cette rentrée. Alors que des milliers de postes sont créés au niveau national, le recteur de notre académie de Guadeloupe, mis en poste par Nicolas Sarkozy pour supprimer des fonctionnaires, est toujours en activité. La gouvernance du rectorat demeure, et maintient le cap d'une école élitiste, de la normalisation des élèves, du tri social, de l'impunité des chefs d'établissement et de la caporalisation de la profession. Le dialogue social inexistant nous empêche de fonctionner correctement et nous impose de passer systématiquement par l'échelon ministériel et le SNES-FSU national pour obtenir des avancées. Les victoires sur le terrain juridique de nos mandants n'obtiennent en réponse que le silence de la gouvernance.

La CA Académique du SNES-FSU est surprise de voir une multiplication des chargés de mission autour du recteur, alors que les collègues se plaignent de nombreux retards de paiement pour les examens et déplacements professionnels, et des annulations concernant la formation continue.

Rentrée scolaire

La nouvelle saignée de 31 postes en inadéquation complète avec la réalité démographique génère des situations ubuesques : fonctionnaires publics arrivants dans l'académie obligés d'inscrire leur enfant dans le privé car les options ont été supprimées par la dernière saignée rectorale, inscription de lycéens en dehors du secteur faute de places disponibles en raison des suppressions de postes...

Les suppressions de postes au LPO des îles du Nord apparaissent injustifiées : re-création d'une division de seconde pendant l'été. En

Français et en anglais les moyens sont en train d'être remis. Une collègue est quand même partie en carte scolaire au collège voisin ! 5 postes non pourvus au collège Yssap Sainte Anne, 2 postes non remplacés au collège Matélie de Goyave. Effectifs très chargés au collège Gourdeliane Baie Mahault (28 élèves en 6ème). 2 postes non pourvus au collège Rémy Nainsouta de Saint Claude.

Au LPO chevalier de Saint-Georges des Aymes, annonce du chef d'établissement que l'AP serait rémunérée exclusivement en HSE, avec des enseignements qui ne commenceront qu'après la Toussaint. Pas d'Internet au lycée Jardin d'Essai.

Du côté enseignant, notre réalité est tout aussi désastreuse. Nous subissons les pressions des chefs d'établissement pour accepter des heures supplémentaires en grand nombre pour compenser les suppressions de postes injustifiées. Nous voyons les titulaires remplaçants et les non-titulaires affectés sur deux ou trois établissements pour remplir les trous béants générés par les suppressions de postes.

En cette rentrée scolaire, le conseil régional n'a pas honoré la majorité de ses engagements de livraison du matériel notifié dans le plan quadriennal précédent 2010-2014. Quant à l'actuel plan, il est au point mort.

Le plan numérique, qui est une priorité nationale et académique, s'avère en réalité être fortement déficient et inopérant dans de trop nombreux établissements (abandon du cahier de textes électronique au collège Olympe Ramé Decorbin de Douville Saint Anne

Stagiaires

Les quelques 120 stagiaires ont eu droit à quatre journées de rentrée la semaine précédent la rentrée officielle, avec formatage "local". Devoir d'obéissance au chef d'établissement, conseils sur la tenue vestimentaire, explications saugrenues sur le classement des ex-non-titulaires. Les affectations, théoriquement organisées par les services du rectorat en fonction du domicile du fonctionnaire, ont ensuite été réorganisées par les IPR et les chefs d'établissements, pour le bien du stagiaires bien évidemment, mais surtout pour remplir les trous générés par les suppressions de postes. L'ensemble des stagiaires sera inscrit à l'ESPE, mais concernant la rédaction d'un mémoire, c'est le flou le plus complet, entre l'argument d'autorité de l'ESPE - "tous devront rédiger un mémoire quelque soit la situation !" - et le discours très opaque du rectorat.

TZR

Pour la première fois depuis quatre années, une réunion a eu lieu en août pour les affectations des TZR. Difficile cependant de parler d'un groupe de travail d'ajustement des affectations, ou même d'un groupe de travail dans la mesure où les TZR n'avaient ni vœu ni barème, et où le

représentant du rectorat a avoué qu'il n'avait aucune vision sur les blocs de moyes provisoires où affecter les TZR, puisque "tout change tout le temps et que les chefs d'établissement ne cessent de faire remonter des besoins nouveaux tout le temps", sans doute au fur et à mesure que les collègues refusent les heures supplémentaires.

Les collègues ne sont pas prévenus alors qu'ils sont attendus dans l'établissement.

Formation ISN

Aucune formation pour cette option n'a été délivrée dans l'académie. Les moyens n'y sont pas non plus. Aucun établissement n'a eu de dotation initiale pour cet enseignement.

Formation continue au PAF

Les candidatures sont illimitées au PAF et en forte croissance en lettres avec une amélioration notable de l'offre officielle de formation. Cependant, de nombreux problèmes subsistent concernant la formation continue, avec de trop nombreux chefs d'établissement qui ne font pas suivre les convocations.

Élections professionnelles

Les listes pour les CAPA sont déjà totalement constituées pour les CPE et les COPsy, et sont en cours de finalisation pour les certifiés et les agrégés. Concernant, les listes au Comité Technique Académique, elles seront finalisées quand l'ensemble des syndicats aura communiqué sur sa capacité à présenter des candidats ou non. Nous devons désormais focaliser notre action sur les visites d'établissement et le travail de réflexion avec nos collègues pour les convaincre de l'importance de voter aux élections. Le premier journal académique du SNES-FSU Guadeloupe, ainsi que le journal FSU qui devraient sortir avant la fin du mois de septembre seront deux instruments pour construire le dialogue.

Examens

Notre académie accuse toujours un retard très important par rapport à la moyenne nationale, avec 5 points pour le baccalauréat général, en croissance et presque 8 points pour le DNB, en légère baisse (malgré la validation massive au niveau du livret personnel de compétence (B2i, des niveaux de langue sans rapport avec les compétences réelles des élèves (pas ou peu d'évaluation faute de matériel, validations forcées par les chefs d'établissements malgré des résultats insuffisants pour éviter de gréver les statistiques du DNB)) . Seul le baccalauréat technologique est au niveau national, en forte croissance.

Concernant le DNB, nous constatons que les injonctions de l'administration et les sujets particulièrement bienveillants (sujets locaux en Français et en Histoire-Géographie), et concernant les consignes de correction PARTICULIÈREMENT BIENVEILLANTES ont permis des résultats en amélioration aux épreuves écrites terminales. Les chefs

d'établissement insistent fortement en cette rentrée sur les "difficultés liées au Contrôle en Cours de Formation". Dans certains établissements, les examens blancs qui font baisser la moyenne du contrôle en cours de formation sont même remis en question. De là à expliquer qu'ils sont responsables des mauvais résultats de l'académie...

Nous dénonçons l'instrumentalisation des examens, les pressions sur les corrections pour tenter de camoufler les difficultés de l'académie évidentes et des résultats largement inférieurs à la moyenne nationale. Au collège Bambuck du Gosier, les collègues réputés pour leur notation "trop stricte" ne sont plus en charge des classes de 3ème, de même à Remy Nainsouta Saint Claude. Au collège Olympe Ramé Decorbin, le chef d'établissement a constaté que le contrôle continu était responsable des mauvais résultats au DNB et a appelé à mener une réflexion sur la manière de noter les élèves.

REP +

Le passage du collège Quartier d'Orléans à Saint-Martin en REP+ dès cette rentrée a des conséquences lourdes : cours raccourcis à 45 mn, concertations incluses dans les emplois du temps des enseignants ,...

Ces modalités de mise en place ont été établies dans la précipitation à la fin juin, avec de fortes injonctions hiérarchiques.

C'est une mise en œuvre très éloignée de l'esprit de la réforme qui visait à compenser la pénibilité du travail dans les établissements difficiles. Nous dénonçons cette mise en œuvre qui ne va pas améliorer les conditions d'enseignement et de réussite et nous serons aux cotés des collègues quand il s'avèrera que la formule retenue par le rectorat ne résout rien, bien au contraire

Santé

L'épidémie de Chikungunya continue de frapper notre archipel sans qu'aucune mesure d'urgence ne soit prise par les autorités pour enrayer cette maladie. Faut-il patiemment attendre que la totalité de la population ait été atteinte pour que l'épidémie s'éteigne d'elle-même ? Toujours est-il que plus de deux cents lycéens n'ont pu se présenter à l'examen du baccalauréat dans l'indifférence générale. La gouvernance du rectorat est tout aussi silencieuse sur l'impact de l'épidémie en terme d'absentéisme des enseignants.

Les coupures d'eau de 24h en rotation qui frappent l'académie depuis plusieurs mois en raison d'un réseau de distribution totalement désuet, vont perdurer au moins encore un an, jusqu'à la fin des travaux prévus par le président du conseil régional à l'automne 2015. Des établissements qui accueillent du public ont été ouverts sans eau (situation illégale et dangereuse au niveau sanitaire) ou malgré la non potabilité de l'eau (Les coupures dégradent la qualité et la potabilité de l'eau pendant plusieurs jours). Aucune mesure n'est préconisée par la gouvernance du rectorat pour faire face à cette situation qui frappe

l'ensemble des établissements scolaires en rotation, à raison d'une fois par semaine environ.

Notre CA Académique dénonce encore une fois les graves dysfonctionnements de l'académie concernant les paillotes et services de restauration mobile, les formations au premiers secours et l'éducation à la sexualité (cf. CA Académique du 10 juin 2014).

Saint-Martin

La diminution de l'ISG à 14 mois est un mauvais signe. Le gouvernement ici n'a cherché qu'à faire des économies à la petite semaine, profitant d'un nombre de postes vacants légèrement moindre que les années précédentes. Nous rappelons que l'ISG est une nécessité au vu du coût de la vie élevé à Saint Martin. Elle permet de maintenir des personnels au moins quatre ans. Plus que jamais nous revendiquons une amélioration de l'attractivité de Saint Martin.